

Pétrole et gaz du Canada—Loi

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, je voudrais corriger certaines des affirmations de notre ami qui vient de prendre la parole. Il est vrai que nous sommes censés nous considérer ici comme des amis mais je pense que certaines des remarques qui ont pris naissance dans l'espace vide qu'il appelle sa tête ne nous permettent plus de vraiment le considérer comme un ami après tout.

Pour le moment, donc, je ne suis en faveur d'aucune politique qui permettrait à l'État de disposer de Petro-Canada. Je m'explique. Lorsque mon préopinant a déclaré que le gouvernement avait déjà nommé ses amis politiques au conseil d'administration, c'était vrai. C'est à cause de cela que je ne peux, en toute conscience et en égard aux contribuables, mentionner quelqu'un qui soit au service de compagnies multinationales, parce que je n'ai pas le privilège de bien connaître un président, un administrateur ou une personne de cette importance. Les seuls gens que j'ai rencontrés à l'occasion, c'était par coïncidence et non pas à dessein, et tout ce que j'ai à dire ne traduit en aucune façon la philosophie ou les objectifs politiques ou économiques de ces personnes. J'estime que si les Canadiens doivent pouvoir se développer et s'épanouir librement dans leur pays, nous ne pouvons placer dans cet environnement une société de la Couronne qui jouit d'avantages refusés à ses rivaux. A cet égard, le bill fait fausse route; la philosophie socialiste dont il s'inspire n'y a pas sa place et le pays ne saura s'épanouir dans un cadre pareil. Mes directives ne doivent pas me parvenir de New York, mais de mon cœur, guidé par les commettants et contribuables que je représente.

Une voix: Et Bay Street.

M. McCain: D'aucuns, et même certains qui auraient été ministres de l'Agriculture, estiment que nous devrions adopter une structure socialiste. Qu'il s'agisse d'agriculture ou de pétrole, je refuse de croire que le socialisme soit efficace, qu'il assure aux consommateurs les meilleures conditions de vie, ou à l'ensemble des Canadiens les meilleures possibilités. Bien sûr, le gouvernement devra toujours s'intéresser à l'agriculture. Il l'a toujours fait et devra toujours le faire.

M. Whelan: Tout ce que vous demandez, c'est l'intervention du gouvernement. Vous demandez toujours plus d'aide du gouvernement. Chaque fois que vous prenez la parole et faites un discours, c'est ce que vous demandez.

Une voix: Il vous a eu, poulet!

M. McCain: Qu'on me permette de raconter l'histoire dans sa totalité. J'ai invité le gouvernement du Canada et l'actuel ministre de l'Agriculture (M. Whelan) à assumer leurs responsabilités traditionnelles. Ces responsabilités du gouvernement du Canada, qu'il soit libéral ou conservateur, ont consisté, avant l'arrivée du ministre dans ce secteur, à assurer aux producteurs de n'importe quelle denrée un paiement de stabilisation des prix qui leur serait versé pour leur éviter des pertes à un moment où leur récolte s'annonçait faible ou qu'elle semblait menacée du point de vue économique.

Des voix: Oh, oh!

M. Taylor: Qu'on cesse de se mêler de leurs affaires et qu'on leur permette d'obtenir un prix convenable, et ces derniers ne réclameront pas un sou du Trésor public.

Des voix: Oh, oh!

M. McCain: Calmons-nous! Depuis que l'agriculture existe et depuis que les affaires existent, il y a toujours eu des tendances cycliques. Les paiements de stabilisation des prix et la possibilité d'investir dans des structures financières permettant d'aider l'agriculteur ont bien servi à la fois le secteur agricole et le consommateur. On ne saurait tourner le dos aux agriculteurs quand ces derniers éprouvent des difficultés, chose pourtant que le gouvernement a choisi de faire.

Où est passé l'ancien ministre qui avait réussi à contenir les taux d'intérêt sur les emprunts consentis par la Société du crédit agricole à un niveau acceptable pour les agriculteurs? Pourquoi l'actuel ministre de l'Agriculture n'agit-il plus comme son prédécesseur qui avait mis sur pied un programme de financement d'urgence qui devait être mis en œuvre quand le secteur agricole éprouvait des difficultés cycliques? Où est passé ce ministre? Eh bien, il a disparu. Nous avons cru à une époque que c'était l'honorable M. Gardiner qui rendait la vie difficile aux agriculteurs, mais l'on ne savait pas à ce moment-là à quel point les choses pouvaient se compliquer, et cela jusqu'à ce que nous ayons comme ministre de l'Agriculture ce pseudo-citadin de Windsor.

Des voix: Oh, oh!

M. McCain: La position de son gouvernement est indéfendable, incompréhensible et impardonnable. Le gouvernement a complètement abandonné le secteur agricole à un moment où ce dernier éprouve le plus de difficultés et cet abandon sera gravement ressenti par le consommateur au chapitre du coût de la vie.

Avez-vous d'autres interjections? Le cas échéant, je me ferais un plaisir d'y répondre.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, j'ai devant moi un document que je voudrais déposer si j'ai le consentement unanime. Il s'agit d'une lettre d'un commettant de l'Alberta qui m'invite à «ne pas lâcher».

Des voix: Bravo!

M. Andre: Je suppose qu'elle est signée: «Ton cousin qui t'aime bien».

Une voix: C'est le seul libéral qu'on trouve là-bas!

M. McCain: Monsieur l'Orateur, il ne me serait guère difficile de rassembler quelque 2,000 signatures dans les provinces Maritimes au bas d'une pétition invitant le ministre à se retirer de la scène et à permettre à une autre personne aux idées progressistes d'intervenir de façon traditionnelle, en tant que ministre de l'Agriculture.

En fait, les critiques dont on accable le parti libéral commencent à gêner quelque peu les députés de ce parti. Le ministre fera tout en son pouvoir pour détourner la conversation du bill C-48, cet odieux instrument aux tendances néo-démocrates. Le ministre fait son devoir aujourd'hui, même s'il n'intervient pas dans le secteur agricole demain.

M. Whelan: Nous surveillons la situation.

M. McCain: J'ai abordé l'agriculture d'une façon plutôt indirecte, et qu'on me permette à présent de revenir au secteur pétrolier. Je voudrais reprendre une expression qu'a utilisée ici à la Chambre feu M. David Lewis. Je veux parler des quêteux en Cadillac.